

LIVRE BLANC EUROPE

NOS RECOMMANDATIONS
POUR LA PRÉSIDENTICE
TCHÈQUE DE L'UE





VÁCLAV LÁSKA

Sénateur tchèque, président de SEN 21 et membre du Congrès de l'EDP

« L'avenir de la République tchèque sans l'Union européenne est difficile à imaginer. Au contraire, nous devrions participer plus activement à son fonctionnement et renforcer non seulement la coopération mutuelle, mais aussi un plus grand degré de pouvoirs de certaines institutions européennes afin que l'Union puisse agir rapidement et efficacement dans des situations comme la guerre en Ukraine. »



MONIKA SHAW SALAJOVÁ

vice-présidente de SEN 21 et membre du Congrès de l'EDP

« L'Union européenne est la clé de la paix, de la prospérité économique et de la résolution des problèmes mondiaux tels que la sécurité et le changement climatique. Malheureusement, beaucoup de gens ne le voient toujours pas. J'espère que nous utiliserons notre présidence non seulement pour faire avancer les affaires européennes, mais aussi pour montrer à tous que la République tchèque peut avoir une voix forte et importante en Europe. »



LUKÁŠ KOSTÍNEK

vice-président de SEN 21 et membre du Congrès de l'EDP

« L'Union européenne est un modèle de coopération et de dépassement de l'animosité historique que les États-nations ont entretenue entre eux pendant des siècles. Ensemble, nous sommes plus forts qu'individuellement et nous avons une chance de contrer l'expansion du pouvoir de la Russie ou de la Chine. Les 18 dernières années dans l'UE ont eu un impact incroyablement positif sur la République tchèque, qu'il s'agisse de notre prospérité économique, de l'état de notre système juridique et des droits des citoyens, ou de l'impact culturel de l'unité et de l'ouverture européennes. Je ne veux même pas imaginer à quoi ressemblerait notre présence alternative sans l'UE. »

INTRODUCTION

Le 1er juillet 2022, la République tchèque présidera le Conseil de l'Union européenne pour la seconde fois de son histoire. Le mouvement SEN 21, ensemble avec le PDE, présente par le présent livre blanc les cinq thèmes les plus importants qui, selon nous, offriront à la République tchèque l'occasion de partager, lors de sa présidence, et ainsi avoir une influence sur la voie à suivre pour l'Union européenne.

Lesdits thèmes sont représentatifs des problèmes actuels et les éventuelles modifications proposées pourront contribuer à faire évoluer l'Union européenne et à améliorer la situation actuelle, en particulier dans le domaine des droits de l'Homme, de l'unité de l'Union européenne et d'une plus importante souveraineté géopolitique. Si notre présidence permet d'atteindre ces objectifs, l'Union européenne pourra être renforcée, constituer une puissance axée sur le progrès et le développement durable. Un autre effet sera l'amélioration du niveau de vie, nous contribuerons à l'égalité sociale et surtout, nous améliorerons et simplifierons le fonctionnement de l'ensemble de l'Union européenne.

Nous vous présenterons les questions prioritaires sur la politique écologique et de développement durable, l'économie, les droits de l'Homme, les institutions de l'Union européenne, sans oublier les sujets géopolitiques. Chaque domaine est divisé en sous-questions en rapport étroit avec le thème donné. Chacun des thèmes présentés repose sur des faits concernant la problématique donnée, à laquelle nous proposons des solutions.

LIVRE BLANC EUROPE

NOS RECOMMANDATIONS
POUR LA PRÉSIDENTIE
TCHÈQUE DE L'UE



En 2017, le sénateur Václav Láska a fondé le mouvement SEN 21 avec Monika Shaw Salajová, Lukáš Kostínek et d'autres sénateurs, dont l'objectif était d'apporter une voix minoritaire pro-européenne, libérale et écologique au Sénat. Ce fut un succès et depuis lors, le mouvement est membre de la chambre haute du Parlement de la République tchèque, où il préside le Club des sénateurs.

Au fil du temps, le mouvement a commencé à s'enrichir de nouveaux membres, à fonder des organisations locales et à rassembler un nombre croissant d'associations ou de groupes de personnes engagées politiquement, désireuses de changer leur quartier pour le mieux et de défendre les valeurs qui sont les leurs et celles du mouvement.

Le mouvement se prépare actuellement aux élections municipales qui auront lieu cet automne, où il compte bien réussir, notamment dans la capitale de la République tchèque.



Le Parti Démocrate européen, fondé en 2004 par François Bayrou et Francesco Rutelli, est un parti politique européen centriste qui rassemble des partis et députés européens qui veulent une Union plus proche de ses citoyens.

Mouvement politique transnational, il entend œuvrer à bâtir une démocratie européenne qui s'ancre dans les valeurs partagées de paix, de liberté, de solidarité et d'éducation, tout en ambitionnant d'affirmer fièrement sa culture dans le monde futur. L'Europe a besoin d'une rupture nette, d'une refondation démocratique radicale et profonde. Les peuples d'Europe ont été exclus du dessein et du destin de l'Europe.

Notre parti européen veut et doit être inspirateur d'une nouvelle constellation politique dont le but est de remettre l'Europe en mouvement. Une Europe plus efficace passe par un budget adapté aux besoins et un sens de la coopération.

SOMMAIRE

1

Politique écologique de développement durable *page 6-9*

- Limitation de la déforestation des forêts vierges
- Protection de l'eau et fin des centrales électriques à énergie fossile
- Redistribution des dotations agricoles

2

Questions économiques *page 10-13*

- Protection contre les investisseurs de pays étrangers, en particulier pour la question des fonds d'hébergement et de l'hébergement en général
- Question de la différence de rémunération entre femmes et hommes
- Garantie de transparence des structures de propriété des personnes juridiques siégeant dans un pays membre de l'Union européenne

3

Droits de l'Homme *page 14-17*

- Droit à la requalification
- Indépendance des médias dans l'Union européenne et lutte contre la désinformation
- Égalité des genres dans les études cliniques

4

Institutions et leur développement *page 18-21*

- Renforcement de la position d'EUROPOL
- Enseignement uniforme des langues dans l'UE
- Suppression de l'unanimité dans les décisions du Conseil de l'UE

5

Géopolitique et relations internationales *page 22-25*

- Système d'ambassades unifié pour l'Union européenne
- Création d'une Force opérationnelle de l'Union européenne
- Investissements dans les pays africains

1 POLITIQUE ÉCOLOGIQUE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

LIMITATION DE LA DÉFORESTATION DES FORÊTS VIERGES

La déforestation est l'un des principaux problèmes pour le climat et l'Union européenne se doit de réagir davantage !

Environ 13 235 de kilomètres carrés. Ceci est la superficie de la forêt amazonienne ayant régressé au cours de l'année 2020, notamment afin d'implanter des champs de soja. Il s'agit d'un nombre record depuis l'année 2006. Il ne s'agit cependant pas d'un problème affectant uniquement la forêt amazonienne et le Brésil. Depuis l'année 1990, plus de 420 millions d'hectares de forêt ont disparu de notre planète. Entre les années 2015 et 2020, la perte a représenté 10 millions d'hectares par an. Afin de donner une idée, ceci représente presque quatre fois la superficie de l'ensemble des zones forestières du territoire de la République tchèque.

Malgré les résultats à la suite de la conférence de Glasgow en 2021, la déforestation se poursuit sans diminution notable. L'Union européenne se doit de réagir face à cette situation. En effet, les arbres ne constituent pas uniquement le rôle « d'absorbeur » de dioxyde de carbone, mais tiennent également un rôle majeur dans la lutte contre le réchauffement climatique.

NOS PROPOSITIONS SONT DONC LES SUIVANTES

- ✓ Informer quant à la nécessité de surveiller le respect des engagements et de l'accomplissement des objectifs fixés par la conférence de Glasgow sur les changements climatiques, qui s'est tenue en 2021 ;
- ✓ Soutenir la création d'un fonds européen se portant garant de la protection de ces forêts vierges et apportant une compensation financière aux pays pour une non-utilisation des espaces concernés, représentant une surface forestière importante ;
- ✓ Envisager la possibilité de créer de zones spécialement protégées, selon le modèle du Traité international sur l'Antarctique, interdisant l'exploitation de ressources sur ces territoires.

INTRODUCTION

Le réchauffement global, la crise climatique, un pacte écologique. Voici seulement quelques-uns des thèmes que chacun de nous entend en permanence à la télévision depuis ces dernières années. Notre planète passe par une période de transition, qui ne sera pas sans conséquences sur la population européenne. Pire encore, elle affectera l'ensemble de nos conditions de vie. La protection de ce qui nous est le plus cher, à savoir la planète elle-même, doit continuer à être une priorité pour l'Union européenne. Nous n'avons en effet qu'une seule Terre.



PROTECTION DE L'EAU ET FIN DES CENTRALES ÉLECTRIQUES À ÉNERGIE FOSSILE

La protection de l'environnement est et doit rester une priorité au cours de ce siècle. La réduction de l'impact de l'Homme sur la Nature constitue une priorité absolue.

8 | En vertu des constatations effectuées par l'Union européenne, plus de 150 millions de tonnes de déchets en matière plastique se sont déjà accumulés au sein des océans mondiaux. Chaque année, les mers et les océans reçoivent annuellement jusqu'à 12,7 millions de tonnes d'autres déchets. Ce chiffre est presque susceptible de tripler d'ici l'année 2040. Les déchets en plastique ne représentent cependant pas l'unique problème. En dépit des efforts de l'Union européenne et d'une légère amélioration de la situation, des substances dangereuses continuent à être déversées et plus de 85 % des zones littorales européennes sont sans cesse affectées. Ces dernières années ont également vu apparaître le problème de la préservation des eaux souterraines et de leur altération par leur exploitation excessive.

La protection des eaux n'est cependant pas actuellement l'unique priorité de l'Union européenne. La récente invasion militaire de l'Ukraine effectuée par la fédération de Russie nous a donné un exemple de l'importance de l'indépendance de l'Union européenne par rapport aux combustibles fossiles. Les pays membres se doivent donc de suivre l'exemple du Danemark et de l'Autriche afin de privilégier les sources d'énergie renouvelable, en encourageant leur mise en place et le soutien de leur développement dans le futur.

NOS PROPOSITIONS SONT DONC LES SUIVANTES

- ✓ Proposer un nombre accru de rapports sur la qualité des eaux souterraines, sur la base de la directive du Conseil 98/83/ES, sur une base au moins bisannuelle ;
- ✓ Soutenir les conclusions convenues au Sommet One Ocean et s'efforcer de satisfaire aux objectifs définis dans le document Biodiversity beyond National Jurisdiction ;
- ✓ Aider à inclure le soutien des ONGs dans la Mission Starfish 2030: Restore our Ocean and Waters by 2030, à créer un fonds pour leur soutien et à établir une coopération étroite avec ces organisations qui font d'importants efforts dans le domaine du nettoyage des mers et des océans.

REDISTRIBUTION DES DOTATIONS AGRICOLES

Les grandes corporations ne doivent pas profiter des dotations destinées aux petites exploitations fermières, souvent familiales, l'Union européenne doit davantage contrôler les bénéficiaires.

En 2019, le développement rural en République tchèque a obtenu un appui financier de l'Union européenne supérieur à 400 millions d'euros (presque dix milliards de couronnes tchèques). Les dotations directes destinées à l'agriculture ont représenté plus de 850 millions d'euros pour la République tchèque, et 38,2 milliards pour l'ensemble de l'Union européenne.

9 | La transparence quant aux bénéficiaires finaux de ces dotations est cependant très réduite et les informations sont notamment très difficiles à trouver pour le simple citoyen européen. Mais il s'agit justement des dotations pour lesquelles la transparence devrait être maximale et l'Union européenne devrait savoir qui en sont les bénéficiaires réels.

NOS PROPOSITIONS SONT DONC LES SUIVANTES

- Appeler à la création et à la mise à disposition d'une liste claire des bénéficiaires, incluant, sans s'y limiter, les dotations agricoles dans l'ensemble des pays membres de l'Union européenne ; ✓
- Continuer à émettre des mises en garde sur les problèmes fondamentaux quant à la transparence sur la connaissance des bénéficiaires réels des dotations, en particulier pour les plus petites entreprises qui font partie des corporations et des filiales nationales et internationales ; ✓
- Demander une activité accrue des institutions européennes dans le cadre du contrôle des bénéficiaires des dotations européennes, en particulier dans le domaine agricole et, par exemple, médical ✓



2 SECTEUR ÉCONOMIQUE



INTRODUCTION

La ratification du Traité de Lisbonne a conduit à la disparition du projet de Communauté européenne, précurseur de l'Union européenne constituant l'un des premiers grands projets dans le domaine de l'intégration économique en Europe. Depuis la disparition de ce projet, l'Union a fait un bout de chemin et n'est plus un espace de coopération purement commercial, mais une union se portant garante de la défense des libertés et de la sécurité sociale de ses citoyens. Il existe malheureusement toujours des lacunes dans certains domaines.



PROTECTION ACCRUE DU PROTECTION DU MARCHÉ IMMOBILIER

Au cours de ces dernières années, le prix de l'immobilier a rapidement augmenté dans l'ensemble de l'Union européenne. Hormis les raisons d'ordre macroéconomique, les investisseurs étrangers y ont beaucoup contribué, profitant du marché commun de l'Union européenne afin d'acquérir des biens immobiliers leur apparaissant comme étant bon marché dans les régions orientales de l'Union européenne.

Le prix des biens immobilier augmente dans l'ensemble de l'Union européenne, ainsi, de nombreuses personnes peinent à acquérir leur propre logement. Depuis l'année 2017, les prix moyens des biens immobiliers en République tchèque ont augmenté d'environ 140 %. Ce chiffre est similaire au chiffre moyen de l'Union européenne, qui est de 136 %, et à celui de la zone Euro, de 138 %. Cela dit, cette hausse rapide de l'immobilier n'est pas projetée dans les montants moyens des loyers, qui ont globalement augmenté de 7,4 % entre les années 2014 et 2019 .

Les investisseurs étrangers profitent du marché commun de l'Union européenne et arrivent sur le marché de l'immobilier avec un capital important, en particulier dans les régions orientales de l'Union européenne, où les prix sont moins élevés par rapport aux autres régions. Cela contribue également à faire augmenter le prix des biens immobiliers, lesquels deviennent plus difficilement accessibles aux habitants locaux.

NOS PROPOSITIONS SONT DONC LES SUIVANTES

- ✓ Imposer un droit minimal au logement qui serait mis en priorité par rapport au droit de libre commerce de l'Union européenne, avec lequel nous continuons tout de même de consentir à la base.
- ✓ Rechercher des solutions financièrement avantageuses pour les familles faisant l'acquisition d'un premier bien immobilier, et non pour les grands investisseurs qui font de telles acquisitions à la chaîne.



QUESTION DE LA DIFFÉRENCE DE RÉMUNÉRATION ENTRE FEMMES ET HOMMES

L'inégalité de rémunération entre les deux sexes demeure un problème bien présent et tous les pays membres ne parviennent pas à apporter de solution efficace.

Le Gender pay gap est un indicateur permettant d'établir la différence entre le revenu horaire moyen des hommes et des femmes. Dans l'Union européenne, les femmes gagnent en moyenne 13% de moins que les hommes. Selon les estimations européennes, la République tchèque se trouve être située bien en dessous de la moyenne, la différence s'élevant à 16,4%. La meilleure place est détenue par le Luxembourg, avec une différence de seulement 0,7%. Une raison significative de cet état de fait est la plus importante présence des femmes dans les secteurs moins bien payés, les hommes occupant davantage les secteurs où les salaires sont plus élevés. Il convient également de noter que cette inégalité est supérieure dans le secteur privé que dans le secteur public.

Bien que davantage de femmes fassent des études supérieures, elles sont moins représentées sur le marché de l'emploi. Presque 30% des femmes ne travaillent qu'à contrat partiel. Cette inégalité rend les femmes d'âge avancé plus vulnérables au risque de précarité. Selon la moyenne de l'Union européenne, leur retraite est de 30% moindre par rapport aux hommes.

NOS PROPOSITIONS SONT DONC LES SUIVANTES

- ✓ Demander l'émission d'une directive engageant les employeurs à publier les taux de rémunération, ce qui permettrait de limiter les inégalités salariales ;
- ✓ S'efforcer à réduire autant que possible les inégalités de genre, qui sont contraires à la directive 2006/54/EC relative à l'égalité des chances et aux droits égaux entre hommes et femmes sur le marché de l'emploi ;
- ✓ Appeler à une réduction générale de moitié de la valeur que signale l'indicateur mentionné, par exemple à 7% en ce qui concerne la République tchèque.

GARANTIE DE TRANSPARENCE DES STRUCTURES DE PROPRIÉTÉ

Les disparités en matière de transparence et de niveau de publication des informations sur la propriété des personnes juridiques causent toujours des problèmes sur le marché européen, et il serait bon de trouver une solution définitive.

Les paradis fiscaux. Il s'agit de pays offrant des charges fiscales particulièrement avantageuses pour l'entrepreneuriat, attirant ainsi les investisseurs étrangers et les entrepreneurs. Dans le cadre de l'Union européenne, les pays pouvant être considérés comme des paradis fiscaux sont notamment Chypre, le Luxembourg, le Liechtenstein ou encore l'Irlande, le pays le plus convoité étant les Pays-Bas. Bien que la fiscalisation y soit similaire à celle de la République tchèque pour les entreprises, les Pays-Bas sont attractifs pour les entrepreneurs en raison de leur tradition entrepreneuriale et du système corporatif qui s'y trouve associé.

Selon Transparency International, l'établissement de registres de structures de propriété se trouve également problématique. Par exemple, en République tchèque, à Chypre, en Finlande, en Grèce, en Roumanie et en Espagne, ceux-ci ne sont pas encore ouverts au grand public. Il est nécessaire de changer ces pratiques au plus vite.

NOS PROPOSITIONS SONT DONC LES SUIVANTES

- Imposer la mise en place de registres libres d'accès aux réels propriétaires dans le cadre de l'Union européenne, disponibles d'accès au public sans aucun frais ; ✓
- Demander la création d'un système unifié pour la publication de ces informations pour l'ensemble des pays membres de l'Union européenne. ✓



3 DROITS DE L'HOMME



INTRODUCTION

Le respect de la dignité humaine, la liberté, la démocratie, l'humanité, l'État de droit et le respect des droits de l'Homme en général, y compris pour les minorités. Voici des valeurs sur la base desquelles l'Union européenne a été fondée et que chaque citoyen européen devrait tenir à cœur et les respecter, car il s'agit de l'élément fondateur de l'ensemble du fonctionnement de l'Union européenne. La protection des droits de l'Homme constitue cependant un combat quotidien et leur définition et étendue varient en suivant l'évolution de la société humaine, et la législation se doit ainsi de réagir de manière à assurer leur maintien dans le futur.



A



DROIT À LA REQUALIFICATION

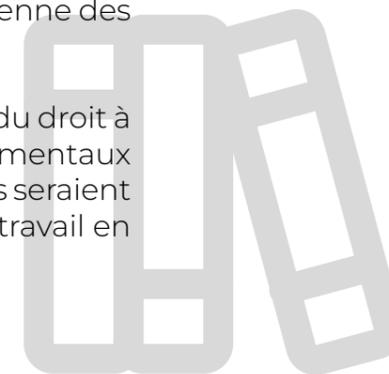
La robotisation et l'informatisation font partie d'un futur sensé faciliter notre vie, mais leur existence ne doit pas devenir une menace.

La robotisation et l'informatisation constituent désormais un élément indispensable dans de nombreuses branches industrielles. Un exemple est représenté par l'industrie automobile ; où les robots sont capables d'assembler la majeure partie d'une voiture sans intervention humaine. La robotisation permet d'accroître la capacité de production, mais également de réduire les frais de production, et ainsi le prix final pour l'acquéreur. Cela dit, il apparaît alors un problème en ce qui concerne l'emploi, de nombreux postes risquent-ils d'être supprimés en raison de la robotisation ?

Pour ce qui concerne l'industrie automobile, nous pouvons parler de plus de 2,6 millions de postes de travail directement associés à cette industrie et de plus de 12 millions de postes de travail liés à cette industrie. En 2019 en République tchèque, 13,8 % des postes d'emploi dans le domaine de la production industrielle étaient liés au secteur automobile. Ces employés, et d'autres, doivent conserver le droit à la requalification, de manière à conserver une place sur le marché du travail et à ne pas risquer le chômage du fait de la mécanisation.

NOS PROPOSITIONS SONT DONC LES SUIVANTES

- ✓ Appeler à la mise en place du droit à la requalification en tant qu'un des droits fondamentaux de la Convention européenne des droits de l'Homme ;
- ✓ Soutenir l'adoption d'un acte législatif lié à l'introduction du droit à la requalification, permettant de régir les principes fondamentaux minimaux et les procédures associées que les employeurs seraient tenus de respecter en cas de suppression d'un poste de travail en raison de l'automatisation.



INDÉPENDANCE DES MÉDIAS ET LUTTE CONTRE LA DÉSINFORMATION

La guerre de l'information est une notion de plus en plus déclinée à l'heure actuelle. Assurer l'existence de sources indépendantes et certifiées est devenu plus que jamais d'une importance capitale.

La propagation d'informations fausses, de canulars, et leur utilisation dans le but de manipuler l'opinion publique. Même ces faits sont interprétables comme un état de guerre, comme nous l'a montrée l'intervention militaire de la Fédération de Russie en Ukraine. La guerre de l'information ne se limite toutefois pas uniquement aux conflits militaires et l'envie d'obtenir des informations indépendantes et fiables se fait ressentir dans la population y compris en temps de paix. Grâce à internet et aux réseaux sociaux, il est de plus en plus devenu très facile de propager des canulars et des informations de source douteuse, provoquant non seulement la confusion, mais contribuant également à la désinformation et à l'influence d'opinion chez les citoyens européens.

L'Union européenne devrait donc s'investir dans la lutte contre ces réalités et il existe désormais des initiatives allant dans le sens de fiabiliser les informations et de lutter contre la désinformation. Nous pensons toutefois qu'il est possible d'en faire bien plus et que d'autres approches proactives à l'échelle du continent européen sont nécessaires dans ce domaine. Avec des informations fiables et indépendantes, les citoyens seront mieux informés, notamment lors d'événements importants, comme dans le cadre d'élections.

NOS PROPOSITIONS SONT DONC LES SUIVANTES

- ✓ Nous apprécierions l'existence d'une base de données des désinformations nommée EUvsDisinfo, qui contribue à contrer les plus importants canulars et actes de désinformation, de même que l'existence d'une campagne européenne de lutte contre la désinformation ;
- ✓ Nous sommes pour la création d'un fonds qui récompensera chaque année l'activité des médias indépendants ne publiant que des informations de source sûre et s'efforçant de contribuer à la lutte contre la désinformation ;
- ✓ Nous sommes partisans d'un nouveau débat sur la question de la création et du financement d'un média couvrant l'ensemble de l'Europe, émettant des informations d'actualité en Union européenne dans les langues parlées dans les pays membres et garantissant la publication d'informations fiables dans toute l'Europe.



ÉGALITÉ DES GENRES DANS LES ÉTUDES CLINIQUES

Malgré tous les progrès scientifiques et sociaux, ce sont toujours les femmes qui souffrent le plus des effets secondaires des traitements médicaux et qui sont discriminées par rapport aux hommes.

Depuis les débuts de la médecine, la question de la santé des femmes concerne principalement la santé reproductive. Ce n'est qu'avec le développement de la science que l'on s'est rendu compte que les hommes et les femmes réagissent souvent différemment aux traitements, présentent des symptômes différents et sont menacés par des maladies différentes. Cependant, malgré cette constatation, le nombre de femmes utilisées dans les études cliniques est alarmant. L'expérience récente avec les vaccins COVID-19 a également mis en évidence des lacunes dans la pratique.

Ce problème ne concerne pas seulement les essais cliniques. Une chose aussi élémentaire que le diagnostic d'une crise cardiaque est encore dérivée des symptômes chez les hommes, alors que la plupart des femmes ne ressentent pas de douleurs thoraciques lorsqu'elles ont une crise cardiaque. Et si nous nous écartons du domaine médical, jusqu'à récemment, même les crash-tests dans l'UE ont été réalisés de manière standard pour la constitution corporelle masculine, et ils le sont toujours ailleurs dans le monde. En raison de la standardisation masculine, la vie des femmes est aujourd'hui encore souvent inutilement mise en danger.

NOS PROPOSITIONS SONT DONC LES SUIVANTES

- ✓ Nous demandons un contrôle plus sévère des essais cliniques et une évaluation du cadre légal actuel du point de vue de la prise en compte de l'intégralité de la population lors des essais cliniques, prenant en compte leurs spécificités, le tout étant disponible publiquement ;
- ✓ Nous soutenons un élargissement du cadre légal existant pour le domaine de la santé mentale et des autres études scientifiques concernant la santé publique, au-delà du processus de certification des médicaments ;
- ✓ Pour ces raisons, nous envisagerons la mise en place d'une publication transparente des données scientifiques en tant que principe fondamental dans le processus d'approbation des traitements médicaux ;
- ✓ Toujours dans ce but, nous envisageons la possibilité d'un élargissement des groupes représentatifs demandant une attention particulière, au-delà du cadre des femmes enceintes et allaitantes ;

4 INSTITUTIONS DE L'UNION EUROPÉENNE



INTRODUCTION

Le 1er novembre 1993, Maastricht, Pays-Bas. Date de «naissance» de l'Union européenne. Presque 29 années ont passé depuis ce moment historique. Bien que nous croyions fermement au succès du fonctionnement de l'Union européenne, nous pensons qu'il serait temps de continuer à développer certaines institutions, ce qui contribuerait à améliorer la coopération entre les pays membres.



RENFORCEMENT DE LA POSITION D'EUROPOL

La coopération transfrontalière constitue le principe fondamental de l'Union européenne, et nous devrions l'élargir dans le cadre de la lutte contre la criminalité.

L'activité d'EUROPOL dans le domaine de la lutte contre le crime organisé et les fraudes financières constitue un élément indispensable dans le cadre de la coopération entre les pays membres, permettant d'endiguer ces actes dans l'ensemble de l'Union européenne. Le nombre d'employés d'EUROPOL a déjà quintuplé au cours de son existence et les cas résolus avec succès sont sans cesse croissants. L'étendue des actions n'a par contre que très peu augmenté.

Nous sommes convaincus que le bon moment est arrivé pour élargir les domaines d'activité de cette institution notable et de l'impliquer davantage dans la gestion de la problématique de la délinquance, qui concerne fréquemment plus qu'un seul pays membre. EUROPOL devrait devenir l'organe central en matière de lutte contre la criminalité, en mesure d'assurer la coopération entre les services situés sous la tutelle des Ministères de l'intérieur des différents États dans la résolution des graves affaires criminelles. Il servirait également comme organisme consultatif pour les services des différents États.

NOS PROPOSITIONS SONT DONC LES SUIVANTES

- ✓ S'efforcer d'élargir le champ d'action d'EUROPOL pour y inclure des activités de conseil en coopération avec les autorités répressives nationales ;
- ✓ Nous sommes en faveur d'un élargissement d'EUROPOL tel que nous le décrivons dans le document White Paper on Europe destiné au Gouvernement français et décrivant la nécessité d'élargir les capacités d'action d'EUROPOL et de l'intégrer au sein de la structure des organismes actifs dans la lutte contre la délinquance ;
- ✓ Nous recommandons également l'ouverture d'un débat concernant l'élargissement de la coopération en ce qui concerne les autres activités délictueuses, en particulier dans le domaine économique et social.



B

ENSEIGNEMENT UNIFORME DES LANGUES DANS L'UE

La communication est la clef du succès, mais hélas, la barrière linguistique constitue à l'heure actuelle un obstacle sérieux.

La communication constitue un outil d'une importance capitale, ceci non seulement dans la vie politique, mais, dans ce domaine, cette réalité devient aujourd'hui davantage visible. Il s'agit d'un vecteur de rassemblement. L'Union européenne compte 24 langues officielles, un citoyen ordinaire en maîtrise tout au plus deux ou trois de manière opérationnelle. Ces langues varient toutefois à l'échelle de l'Union européenne et cette discontinuité ne permet pas d'assurer une communication efficace à l'échelle européenne. La solution pourrait être l'instauration d'une unique langue officielle en Union européenne, une langue maîtrisée par le plus important pourcentage de la population européenne.

Cela dit, la maîtrise d'une seconde langue est variable au sein de l'Union européenne. En Allemagne, la seconde langue la plus répandue est le français, lequel 18 % de la population est capable d'utiliser dans une certaine mesure. En Pologne, la seconde langue étrangère la plus répandue après l'anglais est l'allemand, qu'apprennent près de 2,3 millions de personnes dans le pays. 13 % de la population polonaise indique maîtriser la langue allemande et être en mesure de l'utiliser. En Estonie par exemple, les statistiques divergent en comparaison des pays précédemment cités. La première langue étrangère est ici principalement le russe, maîtrisé par presque 24 % de la population, l'anglais suit avec un pourcentage d'environ 23 %.

NOS PROPOSITIONS SONT DONC LES SUIVANTES

- ✓ Promouvoir la protection des langues minoritaires sur la base de la Charte européenne des langues et mettre l'accent sur le renforcement de l'enseignement des langues étrangères dans le primaire et le secondaire ;
- ✓ Imposer l'unification du cadre éducatif pour l'enseignement des langues et l'augmentation du nombre d'heures d'enseignement des langues dès le début de l'éducation, en mettant l'accent sur la langue étrangère primaire.



C

SUPPRESSION DE L'UNANIMITÉ LORS DES PRISES DE DÉCISION DU CONSEIL EUROPÉEN

La politique de l'unanimité lors des prises de décision du Conseil de l'Union européenne constitue un frein à la poursuite de son développement, cet élément devrait donc être éliminé.

La politique de l'unanimité en ce qui concerne le vote sur les questions telles que la politique étrangère et la sécurité, le financement de l'Union européenne ou l'admission de nouveaux candidats se présente, ces derniers mois, comme un obstacle susceptible d'affecter le développement efficace de l'Union dans le futur. De plus, cet état de fait pourrait devenir un problème significatif dans les cas où un pays membre refuse ce genre de politique, sans compter le cas éventuel où un pays membre pourrait s'opposer globalement aux intérêts de l'ensemble de l'Union. Ce genre de situation peut non seulement mettre en péril ledit développement, mais également affecter le fonctionnement de l'ensemble de l'Union dans des situations particulières, comme la situation actuelle liée à la guerre menée par la Fédération de Russie.

Depuis peu, un débat sur ce thème et les conséquences possibles s'est engagé entre les personnalités politiques européennes. Nous avons entendu les plus hauts représentants de l'Union déclarer que dans certaines régions, l'unanimité constituait un obstacle réel et que cette condition n'était à l'heure actuelle nullement utile, surtout au vu de la situation.

NOS PROPOSITIONS SONT DONC LES SUIVANTES

Nous sommes pour une abrogation de la politique de l'unanimité lors des prises de décision du Conseil de l'Union européenne, en particulier pour les questions relatives aux affaires étrangères et d'ordre sécuritaire, relatives aux droits des citoyens de l'Union européenne ou dans le domaine de la sécurité et de la protection sociale, pour les prises de décisions par des personnes qualifiées ou non ;

Pour cette raison, nous tiendrons à évoquer la question d'un élargissement de la délégation des pouvoirs du Parlement européen, permettant ainsi d'approfondir l'intégration européenne et le fonctionnement de l'Union.



5 GÉOPOLITIQUE ET RELATIONS INTERNATIONALES

INTRODUCTION

L'Union européenne représente, pour ses citoyens, une garantie de stabilité, de confort, et son fonctionnement permet d'offrir une capacité de développement à l'ensemble de ses pays membres. Elle nous offre des avantages qui seraient autrement difficilement imaginables. Cependant, il est temps de présenter ces avantages plus à l'extérieur, offrant ainsi à l'Union européenne un rôle de premier plan sur l'échiquier géopolitique.



A

SYSTÈME D'AMBASSADES UNIFIÉ POUR L'UNION

La mise en place d'un système d'ambassades unifiées représentant l'ensemble des États membres, l'Union européenne réalisera des économies notables en comparaison avec une gestion séparée de ses ambassades par chaque pays membre.

La représentation des pays membres à l'étranger est actuellement assurée par l'ancien système, où chaque pays possède sa propre ambassade, ceci malgré le fait que tous les pays ne sont pas partout représentés. Cet état de fait a pour conséquence des frais redondants pour la gestion des services d'administration associés. Rien que pour la République tchèque, les frais associés à la représentation du pays aux États-Unis se sont élevés en 2020 à près de 304 500 000 couronnes tchèques (environ 12 400 000 euros). Le recours à un système d'ambassades uniques sous l'effigie de l'Union européenne pour chaque pays membre permettrait une baisse notable des frais consacrés au fonctionnement logistique et administratif.

Malgré l'existence d'institutions permettant de rechercher de l'aide auprès de toute ambassade d'un quelconque pays membre de l'Union européenne, ce qui est d'un grand apport et ce que nous soutenons pleinement, nous pensons que l'Union européenne pourrait faire encore davantage. Nous sommes pour la création d'un réseau unifié d'ambassades européennes, représentant l'ensemble des pays membres, ce qui constitue à notre avis la prochaine étape logique.

NOS PROPOSITIONS SONT DONC LES SUIVANTES

- ✓ Nous sommes pour un système d'ambassades européennes unifiées, avec des équipes travaillant pour les différents pays membres, qui seraient ainsi représentés à l'étranger ;
- ✓ Nous sommes pour un modèle de fonctionnement des ambassades qui seraient dirigées en alternance par les différents ambassadeurs des pays membres. Chaque pays membre aurait son représentant, aidé dans sa fonction par un nombre déterminé de fonctionnaires.



CRÉATION D'UNE FORCE OPÉRATIONNELLE DE L'UNION

La guerre qui a récemment éclaté en Ukraine a de nouveau montré la préparation insuffisante de l'Union européenne dans le domaine de la défense.

Le récent déclenchement de la guerre en Ukraine a une fois de plus mis en évidence la nécessité d'une armée unique au sein de l'UE, basée sur la Force de réaction de l'OTAN (Task Force de l'OTAN). Le manque de coordination actuel des armées des différents États membres empêche la possibilité d'un déploiement plus efficace des forces de combat pour renforcer la capacité de défense de l'UE. La création d'une Task Force de l'UE permettrait l'existence d'une force multinationale commune capable de répondre à un large éventail de défis sécuritaires dans des délais très courts.

Un autre problème est l'acquisition largement non coordonnée d'équipements militaires par les différents États membres, ce qui ne favorise pas la normalisation des équipements militaires et réduit l'interopérabilité des forces de combat européennes. Le Fonds européen de défense, qui fait partie de la politique de sécurité et de défense commune de l'UE, est actuellement mis en œuvre pour coordonner et accroître les investissements nationaux dans la recherche en matière de défense et améliorer l'interopérabilité entre les forces armées nationales. Le manque de coopération coûte à l'UE entre 25 et 100 milliards d'euros par an, selon les estimations.

NOS PROPOSITIONS SONT DONC LES SUIVANTES

- ✓ Nous sommes pour l'instauration d' EU Task Force et pour le renforcement de la coopération militaire entre les différents membres de l'Union européenne. EU Task Force aura idéalement un effectif de 50 000 soldats. Ces forces proviendront des pays membres de l'Union européenne ;
- ✓ Soutenir le renforcement des pouvoirs du Fonds européen de défense, qui obligerait les États membres à s'adresser à cette institution lors de l'achat d'équipements militaires, et mettre en place un système de contributions des États membres sur le modèle de l'OTAN ;
- ✓ Soutenir l'achat d'équipements militaires de préférence au sein de l'UE si le niveau de prix est similaire à l'offre la plus basse hors UE.



INVESTISSEMENTS DANS LES PAYS AFRICAINS

L'Europe a besoin d'assurer le développement du continent africain sans lien avec le système chinois.

Les investissements effectués par la République populaire de Chine en Afrique sont sensés représenter 40 milliards de couronnes tchèques (environ 1,6 milliard d'euros) au cours des trois prochaines années, 20 milliards de moins par rapport au plan initial. Les investissements chinois au cours des années précédentes, bien que non supérieurs aux investissements européens, étaient principalement axés sur le développement des infrastructures des différents pays et sur leur connexion avec le marché chinois.

Afin de contrer de telles entreprises du régime chinois, l'Union européenne devrait établir un plan à moyen, voire à long terme, axé non seulement sur les infrastructures de transport, de l'enseignement et de la santé, mais avant tout sur le domaine de la recherche et de l'installation de nouvelles technologies modernes. Dans ce sens, nous apprécions particulièrement l'actuel projet Global Gateway, dans le cadre duquel l'Union doit investir, entre 2021 et 2027, une somme de 300 milliards d'euros. Nous souhaiterions quand même que ces investissements puissent être encore augmentés et élargis.

NOS PROPOSITIONS SONT DONC LES SUIVANTES

- ✓ Nous souhaitons l'initiative Global Gateway et apprécions le développement de liens dans le cadre du continent africain, garantissant le respect des droits humains fondamentaux et le développement de la démocratie au sein des différents pays africains ;
- ✓ Nous recommandons la création d'un plan d'investissement à moyen et à long terme, avec un investissement annuel de 100 milliards d'euros, en coopération avec nos alliés occidentaux, pour les infrastructures et le développement scientifique sur le continent africain.

LIVRE BLANC

EUROPE

NOS RECOMMANDATIONS
POUR LA PRÉSIDENTENCE
TCHÈQUE DE L'UE

2022

DIGNITÉ ET DROITS HUMAINS, LIBERTÉ, DÉMOCRACIE, EGALITÉ, ETAT DE DROIT

Parti Démocrate Européen

PDE
EDP

European Democratic Party



SEN 21

Avec le soutien financier du Parlement européen.

Les opinions exprimées n'engagent que leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement la position du Parlement européen.